



NOTE TRIMESTRIELLE DE CONJONCTURE

Deuxième trimestre 2022

APERÇU DES TENDANCES CONJONCTURELLES

Au deuxième trimestre 2022, le PIB réel connaît une croissance de 5,6% par rapport au trimestre précédent, après deux régressions consécutives de 1,5% et 1,4% respectivement au quatrième trimestre 2021 et premier trimestre 2022. Cette hausse de l'activité économique est la résultante d'une hausse dans les secteurs tertiaire (+8,3%), secondaire (+4,8%) et d'une timide performance dans le secteur primaire (+0,5%).

Le deuxième trimestre 2022 est également marqué par une hausse du niveau général des prix à la consommation tant en variation trimestrielle qu'annuelle. La hausse trimestrielle est de 7,0% tandis que celle annuelle est de 17,8%.

Au cours de ce même trimestre, de l'opinion des chefs d'entreprise industrielle, la production et l'emploi ont connu une baisse dans un climat des affaires défavorable. Cette chute de l'activité dans les industries s'accompagne de tensions de trésorerie. Pour le trimestre à venir, les chefs d'entreprise industrielle restent pessimistes et prédisent une régression de la production, des recettes et des effectifs employés. Ils anticipent également une détérioration du climat des affaires et la persistance des tensions de trésorerie.

Les échanges avec l'extérieur au deuxième trimestre 2022 sont marqués par une balance commerciale déficitaire avec un accroissement trimestriel des importations (+12,2%) et une régression des exportations (-1,3%).

1. Environnement international

Economie mondiale : L'économie mondiale s'est affaiblie et l'incertitude s'est accrue en 2022.

La guerre en Ukraine a déclenché une crise humanitaire coûteuse qui exigerait une résolution pacifique. Par ailleurs, les dégâts économiques entraînés par le conflit contribueront à un net ralentissement de la croissance mondiale en 2022 et alimenteront l'inflation. Les prix des combustibles et des denrées alimentaires augmentent rapidement, or ce sont les couches vulnérables de la population des pays à faible revenu qui souffrent le plus de cette situation. La croissance mondiale devrait passer, selon les estimations, de 6,1% en 2021 à 3,6% en 2022 et 2023. Comparativement aux prévisions de janvier 2022, la croissance mondiale se réduit de 0,8 et 0,2 point de pourcentage respectivement en 2022 et en 2023. Après 2023, la croissance mondiale devrait baisser et s'établir à environ 3,3% à moyen terme.

La guerre a entraîné la hausse de cours des produits de base et la généralisation des pressions à la hausse sur les prix : d'après les prévisions, l'inflation qui en résulte devrait atteindre 5,7% dans les pays avancés et 8,7% dans les pays émergents et les pays en développement, soit 1,8 et 2,8 points de pourcentage de plus, respectivement, que ce qu'envisageaient les prévisions du mois de janvier dernier. Cette situation nécessite la prise d'initiatives multilatérales pour répondre à la crise humanitaire, empêcher que l'économie mondiale se fragmente davantage, préserver la stabilité mondiale, faire face aux situations de surendettement, lutter contre les changements climatiques et mettre fin à la crise.

La décroissance dans la zone euro et les économies avancées rebondit en 2022

Le principal vecteur par lequel la guerre en Ukraine et les sanctions contre la Russie pèsent sur l'économie des pays de la zone euro est celui concernant la hausse des cours mondiaux de l'énergie et la sécurité énergétique. Étant donné que ces pays sont des importateurs nets d'énergie, la hausse des prix mondiaux constitue un choc sur les termes de l'échange pour la plupart d'entre eux, ce qui se traduit par une baisse de la production et une accélération de l'inflation. Les perturbations de la chaîne d'approvisionnement ont également nui à certaines industries, notamment le secteur automobile, car la guerre et les sanctions ont encore entravé la production d'intrants essentiels. La croissance du PIB de la zone euro en 2022 est ainsi révisée à la baisse à 2,8 % (1,1 point de pourcentage de moins qu'en janvier). Les plus fortes diminutions concernent des pays comme l'Allemagne (+2,1%, 1,7 point de pourcentage de moins qu'en janvier) et l'Italie (+2,3%, 1,5 point de pourcentage de moins qu'en janvier), qui possèdent des secteurs manufacturiers relativement grands et dépendent davantage des importations d'énergie en

provenance de Russie. Dans l'ensemble de la zone euro, le coup porté à l'activité est partiellement compensé par un renforcement du soutien budgétaire. Au Royaume-Uni, la croissance du PIB pour 2022 est révisée à la baisse de 1 point de pourcentage (+3,7%) : la consommation devrait être plus faible que prévu, car l'inflation érode le revenu réel disponible, tandis que le resserrement des conditions de financement devrait refroidir l'investissement.

La croissance a également connu un ralentissement dans toutes les autres grandes économies : en Chine (+4,4% après une hausse de 8,1% en 2021), aux Etats-Unis (+3,3% après +5,2%). L'économie japonaise connaît par contre une hausse (+2,4% après +1,6% en 2021). Les prévisions sont moins reluisantes pour l'économie russe (-8,5% en 2022 contre +4,7% en 2021).

L'activité économique reprend faiblement en Afrique en 2022

Globalement, la croissance en **Afrique subsaharienne** devrait s'établir à 3,8 % en 2022. La croissance économique est ressortie à 3,4% au Nigéria contre 3,6% en 2021 et à 1,9% en Afrique du Sud contre 4,9% en 2021.

Les tensions inflationnistes reprennent dans les pays émergents en en développement.

En Afrique subsaharienne, Les prix des denrées alimentaires constituent également le vecteur de transmission le plus important, bien que de manière légèrement différente. Le blé occupe une place moindre dans le régime alimentaire, mais les denrées alimentaires en général représentent une part plus élevée de la consommation. La hausse des prix de ces denrées nuira au pouvoir d'achat des consommateurs, en particulier des ménages à faible revenu, et pèsera sur la demande intérieure. Les troubles sociaux et politiques, notamment en Afrique de l'Ouest, assombrissent également les perspectives. La hausse des cours du pétrole a toutefois amélioré les perspectives de croissance des pays exportateurs de pétrole de la région, comme le Nigéria.

La croissance connaît un ralentissement dans la zone UEMOA en 2022

Dans l'UEMOA, en 2022, les pays de la zone ont été durement éprouvés par la baisse de la croissance économique au niveau mondial. L'Union a subi un ralentissement de l'activité économique et la croissance devrait s'établir à 5,1% en 2022 contre 6,1% en 2021.

Cette contreperformance est la résultante d'un ralentissement dans les secteurs secondaire (de 10,9% en 2021 à 4,9% en 2022) et tertiaire (de 5,7% en 2021 à 5,2% en 2022). Le secteur primaire enregistrerait cependant une forte croissance en 2022 (5,3% en 2022 contre -1,0% en 2021).

En mars 2022, l'Union enregistre une augmentation du taux d'inflation trimestriel qui s'affiche à 4,6%. Le niveau de l'inflation est imputable à la composante « Produits alimentaires », en hausse de 12,4% après 11,3% en février. Le niveau élevé de l'inflation en mars 2022 s'explique également par la hausse des prix des composantes « Logement » et « Transport », qui ont progressé respectivement de 2,8% et de 3,8% en un trimestre pour le mois de mars.

Evolution du taux de change de certaines devises par rapport au FCFA

Au deuxième trimestre 2022, seul le dollar US s'est apprécié par rapport au franc CFA (+4,3%) en glissement trimestriel. En revanche le franc suisse, le rand sud-africain et le cedi ghanéen se sont dépréciés respectivement de 0,1%, 1,5% et 4,8% dans la même période.

En rythme annuel, le dollar US, le franc suisse et le rand sud-africain s'apprécient respectivement de 14,0%, 6,7%, et 0,3% tandis que le cedi ghanéen continue sa chute (-16,2% en un an).

Evolution des cours mondiaux de certaines matières premières.

- *Le cours du baril de pétrole*

Le cours mondial du baril de pétrole (average¹) est en hausse à fin juin 2022 ; il est ressorti à 116,8\$ US le baril contre 112,4\$ US à fin mars 2022, soit une progression de 3,9% en un trimestre. Comparé à son niveau de juin 2021, sa progression est ressortie à 62,7%.

Le Brent quant à lui, est ressorti à 120,1\$ US le baril en juin 2022 contre 115,6\$ US à fin mars 2022 ; soit une hausse de 3,9 %. Comparé à son niveau de juin 2021, sa progression est de 64,3%.

- *Le cours mondial de l'or*

En juin 2022, le cours de l'or enregistre une baisse de 5,7% par rapport à mars 2022. En effet, le cours de l'or s'est affiché, en moyenne, à 1836,6 dollars l'once en juin 2022 contre 1947,8dollars en mars 2022. En glissement annuel, le cours de l'or a enregistré une faible hausse 0,1% en juin 2022.

Converti en francs CFA, l'or s'est échangé en moyenne à 40240,5 FCFA le gramme en juin 2022, en baisse de 1,7% par rapport à mars 2022 (40 926,3FCFA) et en hausse de 14,1% en glissement annuel (35274,3 FCFA en juin 2021).

¹ Moyenne des cours quotidiens de trois qualités différentes : West Texas Intermediate 40° API, Brent de mer du Nord 38° API et Dubaï Fateh 32° API

- *Le cours mondial du coton*

Le cours du coton sur les marchés mondiaux est en hausse trimestrielle de 9,2% en passant de 3111,4 dollars la tonne en mars 2022 à 3398,9 dollars en juin 2022. En glissement annuel, il a augmenté de 63,1%. Converti en francs CFA, la fibre de coton vaut 2110,5 FCFA le kilogramme en juin 2022, contre 1852,7 FCFA en mars 2022, soit une hausse de 13,9%. La hausse annuelle est de 85,9%.

2. ECONOMIE NATIONALE

Au deuxième trimestre 2022, l'économie nationale connaît une croissance (+5,6%) après une chute au premier trimestre (-1,4%).

Au deuxième trimestre 2022, l'économie nationale connaît une reprise de la croissance avec une hausse de 5,6% de son volume d'activité comparativement au premier trimestre de l'année. Après deux baisses consécutives aux trimestres précédents, on note une reprise de la croissance au deuxième trimestre essentiellement portée par le secteur tertiaire avec une contribution de 3,6 points. En effet, le secteur tertiaire connaît une très bonne performance de la croissance réelle de sa valeur ajoutée (+8,3%) à la fois imputable aux activités marchandes et non marchandes. Les autres secteurs connaissent également des hausses mais dans des proportions moins importantes que le tertiaire. Ainsi, le secondaire croît de 4,8% tandis que le secteur primaire enregistre une croissance timide de 0,5%.

La forte performance de l'économie est surtout imputable aux activités marchandes du secteur tertiaire. En effet, à l'exception des activités professionnelles, scientifiques, techniques et des services de soutien de bureau ayant baissé de 7,3%, les activités marchandes de ce secteur connaissent toutes des hausses mais dans des proportions très variées. Ainsi, on note de très fortes hausses dans les activités d'information et de communication (+14,8%) et dans les services d'hébergement et de restauration (+19,0%). Dans les activités de commerce, le volume des ventes au deuxième trimestre a également augmenté (+7,3%). La hausse est aussi observée dans le volume des activités de transports et d'entreposage (+6,8%) et des services financiers et d'assurance (+8,3%). Les activités immobilières enregistrent cependant une croissance timide de 0,5% de leur valeur ajoutée réelle.

2.i. EMPLOI

« Hausse de la demande d'emploi au deuxième trimestre »

Au deuxième trimestre 2022, le nombre de demandes d'emploi enregistré à l'ANPE est en hausse (+30,7%) comparativement au trimestre précédent. Selon le sexe, il

ressort que la demande d'emploi a augmentée de 49,1% pour les hommes et de 7,6% pour les femmes. En se référant au niveau d'instruction, on note qu'entre le premier et le deuxième trimestre 2022, le nombre de demandes d'emploi a diminué seulement chez les instruits de niveau « DEUG II » (-16,5%). En revanche, le nombre de demandes est à la hausse pour les « Sans diplômes » (+26,4%), les instruits de niveau « CAP » (+53,3%), « CEP » (+17,6%), « BEPC » (+26,9%), « BAC » (+17,8%), « BEP » (+37,6%), « DUT/BTS » (+28,4%) et « Licence et plus » (+36,3%).

En ce qui concerne l'âge, la hausse du niveau global du nombre de demandes d'emploi est observée sur toutes les tranches d'âge sauf pour les personnes âgées de « moins de 20 ans » (-22,4%).

Selon l'ANPE, le nombre d'emplois créés en juin 2022 est de 117 contre 104 en mars 2022 et 1083 en juin 2021. Par ailleurs, en juin 2022, 451 entreprises ont été créées contre 380 en mars 2022, soit une hausse trimestrielle de 18,8%. Par rapport à juin 2021, le nombre d'entreprises créées est en hausse de 133,8%, soit 258 entreprises en plus.

2.ii. Industries et mines

« La production industrielle et minière connaît un rebond au quatrième trimestre 2021 »

Au quatrième trimestre 2021, la production industrielle et minière a enregistré une hausse de 4,2% par rapport au trimestre précédent, imputable principalement aux « industries manufacturières » (+19,0%) et aux « industries de production et de distribution d'électricité de gaz et de l'eau » (+7,0%). Cette hausse de la production industrielle et minière a été atténuée par la production des « industries extractives » qui chute de 14,1 % au cours du même trimestre.

La hausse des activités manufacturières est ralentie du fait notamment des « activités de fabrication de textiles » (-8,1%), de la « fabrication de produits chimiques » (-8,9%) et du « travail du cuir » (-53,4%).

En glissement annuel, la production industrielle et minière régresse de 2,9% au quatrième trimestre 2021. Cette baisse s'explique essentiellement par une décroissance des activités d'égrenage du coton absente pendant cette période de l'année et la baisse des activités des « industries extractives » (-19,3%).

Chute de l'activité dans le secteur des industries au deuxième trimestre 2022

De l'opinion des chefs d'entreprises industrielles, la production et l'emploi auraient connu, en glissement trimestriel, une baisse au deuxième trimestre 2022, dans un climat des affaires défavorable. Cette baisse de l'activité dans les industries se serait accompagnée de tensions de trésorerie.

Pour le troisième trimestre 2022, les chefs d'entreprises industrielles s'attendent à une baisse des recettes, de la production et des effectifs employés. Ils anticipent également une détérioration du climat des affaires et s'attendent à la persistance des tensions de trésorerie.

2.iii. Eau et transports

La consommation totale d'eau potable en hausse au premier trimestre 2022

A fin mars 2022, le nombre d'abonnés actifs de l'ONEA et les bornes fontaines s'élève à 502 421 soit une hausse de 1,7% par rapport au quatrième trimestre 2021. La consommation totale d'eau potable est en hausse trimestrielle de 4,8% due essentiellement aux « ménages » (+6,9%), aux «Grandes maisons et industries» (+7,7%) et l'« ONEA » (+16,9%).

2.iv. Commerce extérieur

Balance commerciale déficitaire au deuxième trimestre 2022

Les exportations en valeur ont connu une baisse de 1,3% (-10,2 milliards de FCFA) au deuxième trimestre 2022 par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, les exportations sont passées de 705,0 milliards à 773,1 milliards de FCFA, soit une hausse de 9,7%.

Les importations en valeur sont estimées à 835,2 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2022 contre 744,5 milliards de FCFA au trimestre précédent, soit une hausse de 12,2%. Par rapport au même trimestre de l'année précédente, les importations ont augmenté de 37,9% (+229,5 milliards de FCFA).

Le taux de couverture se situe à 92,6% avec une baisse de 12,6 points de pourcentage par rapport au premier trimestre 2022. En glissement annuel, le taux de couverture a connu une régression de 23,8 points de pourcentage. Le déficit commercial s'établit à 62,2 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2022 contre un excédent commercial de 38,8 milliards de FCFA au trimestre précédent et un excédent 99,4 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2021.

2.v. Prix

Fortes pressions inflationnistes au deuxième trimestre 2022

En juin 2022, les prix à la consommation ont connu une hausse en glissement trimestriel de 7,0%. La hausse des prix des « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+9,9%), des « Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » (+16,1%), des « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+4,4%) et du « Transport » (+0,1%) sont les principales sources de la hausse du niveau général des prix à la consommation au deuxième trimestre 2022.

En glissement annuel, les prix ont connu une hausse de 17,8% imputable principalement aux prix des « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+28,9%), des « Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » (+20,0%), « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+2,8%), de l'« enseignement » (+4,0%) et du « Transport » (+6,6%).

2.vi. Finances publiques

Amélioration du déficit budgétaire au deuxième trimestre 2022

A fin juin 2022, la mobilisation des ressources budgétaires fait ressortir un taux d'exécution annuel de 49,6%. En effet, les recettes totales et dons mobilisés sont ressortis à 1161,4 milliards de FCFA pour une prévision annuelle de 2 340,1 milliards de FCFA.

Pour les dépenses totales et prêts nets, ils ont été exécutés à hauteur de 1359,3 milliards de FCFA à fin juin 2022 pour une prévision annuelle de 2909,5 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 46,7%.

Comparativement à juin 2021, les ressources mobilisées ont progressé de 124,6 milliards de FCFA (+12,0%). Cette hausse est la résultante d'une augmentation des recettes totales de 147,9 milliards de FCFA (+16,3%) et une baisse des dons extérieurs de 23,3 milliards de FCFA (-18,1%).

Les dépenses et prêts nets sont en hausse de 41,9 milliards de FCFA (+3,2%) comparés à fin juin 2021. Cette hausse est liée à l'accroissement des dépenses courantes de 4,7 milliards de FCFA (+0,5%) et des dépenses en capital de 41,1 milliards de FCFA (+12,0%).

L'exécution des opérations financières de l'Etat, à fin juin 2022, affiche un déficit (base engagement) de 197,9 milliards de FCFA contre un déficit de 280,6 milliards à fin juin 2021, soit une amélioration de 82,7 milliards de FCFA.

2.vii. Situation monétaire

Reflux des actifs extérieurs nets et afflux des créances intérieures

A fin juin 2022, l'évolution des agrégats monétaires fait ressortir une baisse trimestrielle des actifs extérieurs nets de 109,5 milliards de FCFA (-4,6%). Cette baisse est essentiellement imputable aux actifs extérieurs nets de la Banque Centrale qui ont régressé de 216,4 milliards de FCFA (-100,3%). Par contre, sur un an, les actifs extérieurs nets ont enregistré une hausse de 80,0 milliards de FCFA (+3,4%).

Les créances intérieures ont connu une hausse trimestrielle de 212,9 milliards de FCFA (+5,7%). Cette hausse est la résultante d'une augmentation des créances sur les autres secteurs qui se sont accrues de 269,1 milliards de FCFA (+7,5%) et d'une baisse des créances nettes sur l'Administration Centrale qui ont régressées de 56,2 milliards de FCFA (-41,4%).

Par rapport à fin juin 2021, les créances intérieures se sont accrues de 754,1 milliards de FCFA (+23,6%).

La masse monétaire à fin juin 2022 est ressortie à 5635,9 milliards de FCFA, en hausse de 70,4 milliards de FCFA (+1,3%) comparée à fin mars 2022. En rythme annuel, la masse monétaire a progressé de 621,1 milliards de FCFA (+12,4%).

Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD)

Directeur Général : **Boureima OUEDRAOGO**

Directeur Général Adjoint : **Bernard BERE**

Directeur des Statistiques et des Synthèses Economiques : **B. François RAMDE**

Chef du Service de la Prévision et de l'Analyse de Conjoncture : **Barbi KABORE**

Responsable de la publication : **Germain GOUBA**

Distribution : **Direction de l'Informatique et du Management de l'Information Statistique**

Pour toute information, s'adresser au Service de la Prévision et de l'Analyse de Conjoncture

Tél : (226) 25 4985 00 Avenue Pascal ZAGRE, Ouaga 2000, 01 BP 374

Ouagadougou 01, BURKINA FASO, Site Web: www.insd.bf,

Email: insdbf@yahoo.fr